



BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
26 février au 3 avril 2026

Sommaire

Fait marquant

- Annonces tech et innovation de la Chancelière de l'Echiquier dans son discours dit *Mais Lecture*

Economie numérique et régulation

- Le gouvernement poursuit son engagement pour la protection des mineurs en ligne
- Le ministère britannique des entreprises et du commerce a publié un plan d'action pour faciliter l'accès des PME aux marchés publics
- Le Royaume-Uni reporte son projet de réglementation sur l'IA et les droits d'auteurs
- Le gouvernement lance une consultation sur la création d'un système d'identité numérique au Royaume-Uni
- Le gouvernement dresse un bilan de son plan pour l'inclusion numérique

Données et intelligence artificielle

- Le Royaume-Uni finance un supercalculateur dédié à la fusion
- L'Ecosse a publié une nouvelle stratégie IA pour la période 2026-2031
- Le Royaume-Uni crée un nouveau laboratoire de recherche fondamentale en intelligence artificielle

Cybersécurité

- Le gouvernement britannique poursuit ses efforts pour améliorer la réponse aux incidents cyber touchant l'administration

Spatial

- Les annonces du gouvernement britannique à l'occasion du salon spatial
- L'agence spatiale britannique signe un accord avec l'Ukraine pour renforcer la coopération spatiale civile

Nouvelles technologies

- L'université de Cambridge lance un partenariat avec l'entreprise quantique américaine *IonQ*
- Le *Quantum Development Group* s'est réuni à Londres

Ecosystème tech

- *Open-AI* renforce sa présence au Royaume-Uni et prévoit d'établir à Londres son prochain grand pôle de recherche
- Les licornes britanniques *Wayve* et *Nscale* ont réalisé des levées de fonds records
- *Palantir* a signé un contrat avec l'autorité de régulation financière britannique

Fait marquant :

Annonces tech et innovation de la Chancelière de l'Échiquier dans son discours dit *Mais Lecture*

Dans un discours dit *Mais Lecture* à l'Université de St. Georges le 17 mars, la chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves a exposé sa méthode et les grandes orientations de sa politique économique. S'appuyant sur la vision d'un **État actif dans l'économie**, déjà développée avant l'élection de 2024, Rachel Reeves a fait des annonces sur les thèmes du rééquilibrage régional et de l'innovation.

La Chancelière de l'Échiquier a salué la force de l'écosystème technologique britannique grâce à ses universités, ses capitaux, sa capacité à bâtir des liens entre le public et le privé, et l'augmentation des investissements dans la recherche depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes. R. Reeves a ensuite présenté sa vision du développement de l'IA au R-U, centrée sur les gains de productivité et la croissance, au bénéfice des travailleurs. Elle a fixé une ambition claire : faire du Royaume-Uni un « *AI Maker* » et non un « *AI Taker* », **mentionnant pour la première fois l'objectif de bâtir une souveraineté britannique dans le domaine de l'IA.**

La ministre a **confirmé la stratégie déjà présentée dans le cadre de l'*AI Opportunities Action Plan de janvier 2025***, fondée sur le renforcement des capacités de calcul, l'adoption massive de l'IA au sein de l'économie et des services publics, notamment grâce à la formation des travailleurs et le renforcement des compétences.

Toutefois, **un nouvel élément de la stratégie britannique ressort du discours** : le **soutien aux entreprises d'IA britanniques pour renforcer la résilience nationale**. En effet, de manière inédite, R. Reeves a clairement évoqué **les domaines sur lesquels le R-U dispose d'avantages comparatifs et doit soutenir ses entreprises** (notamment grâce à la commande publique) **pour sécuriser sa place dans la chaîne de valeur mondiale de l'IA** : les applications IA (comme *Wayve*), le design des puces (*Arm* notamment), et la cybersécurité.

Pour répondre à ces objectifs, **certaines mesures qui avaient déjà été annoncées ont été confirmées** :

- Un financement de 5M£ pour les startups britanniques via la British Business Bank ;
- La création d'une unité pour l'IA souveraine (*AI Sovereign Unit*) au sein du Ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT), dotée d'un budget de 500M£ ;
- Garantir un environnement d'innovation flexible grâce au *Growth Labs*, présentant une nouvelle approche à la régulation pour réaliser des tests plus rapides de nouvelles technologies ;

- L'accélération de l'adoption de l'IA grâce à la stratégie nationale pour la science (*AI for Science Strategy*, datant de novembre 2025) et les *AI Growth Zones* (annoncées en janvier 2025) ;
- Le renforcement des compétences grâce à la campagne '*AI Skills Boost*' dotée d'un budget de 27M£.

De plus, **de nouvelles mesures ont été annoncées** :

- Des **financements supplémentaires de 2 Mds£ pour le quantique**, dont 1Md£ pour l'achat d'ordinateurs quantiques par le gouvernement après 2030 ;
- L'organisation d'un **Sommet sur l'adoption de l'IA** (*AI Adoption Summit*), regroupant des acteurs de la tech et des entreprises prêtes à adopter l'IA – qui devrait avoir lieu en parallèle de la London Tech Week en juin 2026 ;
- La **création d'un *AI Economics Institute*** (sur le modèle de l'existant *AI Security Institute*), mesurant les impacts de l'IA sur la productivité et le marché du travail.

Economie numérique et régulation

Le gouvernement poursuit son engagement pour la protection des mineurs en ligne

Le 2 mars dernier, le gouvernement britannique a [lancé sa consultation sur la protection des mineurs en ligne](#), annoncée suite à l'affaire Grok (*'Growing up in the online world: a national consultation'*). [Celle-ci](#) vise à examiner **les conditions d'une possible interdiction des réseaux sociaux aux moins de 16 ans au Royaume-Uni**, ainsi que d'autres [mesures](#), telles que l'interdiction des VPNs aux enfants, l'introduction d'une majorité numérique, l'étude des risques liés aux chatbots d'IA pour les mineurs, ou encore l'interdiction des téléphones à l'école. Cette consultation est composée de trois parties distinctes : l'une est à destination des entreprises et la société civile, une autre s'adresse aux parents et adultes s'occupant d'enfants, tandis que la dernière est destinée aux enfants.

En parallèle, le gouvernement a lancé un [projet pilote mené dans 300 foyers d'adolescents](#) afin de tester diverses mesures visant à limiter l'accès des enfants à Internet, telles que l'interdiction des réseaux sociaux, des couvre-feux et des limites de temps d'utilisation des applications, pour une durée de 6 semaines. Les données issues de cette expérimentation seront évaluées par un groupe d'experts composé d'universitaires et de représentants du gouvernement, puis examinées conjointement avec les réponses du public à la consultation – qui a déjà obtenu 30 000 réponses d'enfants et de parents. Cependant, à ce jour, aucun calendrier précis n'a été fixé pour rendre compte de ces résultats.

Au-delà de cette consultation, lors d'une table ronde le 9 mars, la [Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie a exhorté](#) les grandes entreprises technologiques et plateformes de réseaux sociaux (Snapchat, Meta, YouTube et TikTok) à renforcer leurs actions en matière de sécurité en ligne, et à utiliser tous les moyens à leur disposition pour protéger les femmes et les jeunes filles contre les abus et la misogynie en ligne. Cette intervention s'est accompagnée de la publication d'une [lettre de la Ministre du DSIT à destination des fournisseurs de services en ligne](#), décrivant les attendus du gouvernement pour lutter contre les violences faites aux femmes en ligne (réalisation d'études de risques axées sur les préjudices subis par les femmes, d'évaluations d'impact en amont du lancement de nouvelles fonctionnalités, réduction de la visibilité des contenus misogynes, et démonétisation des contenus générés par les utilisateurs qui promeuvent les violences sexuelles notamment).

Cette prise de parole s'inscrit dans un contexte de durcissement de la législation britannique en matière de protection des mineurs en ligne.

D'une part, des amendements ont été introduits suite à l'affaire Grok dans le **projet de loi sur la criminalité et la police** (*Crime and Policing Bill*), afin d'imposer aux plateformes l'obligation légale de supprimer les images intimes non consenties dans un délai de 48 heures. Le projet de loi sera renvoyé à la Chambre des communes le 14 avril pour l'examen de ces amendements.

D'autre part, dans le cadre de l'examen du **projet de loi sur le bien-être des enfants et l'école** (*Children's Wellbeing and Schools Bill*), la Chambre des communes a rejeté l'amendement du Lord conservateur John Nash, qui proposait d'interdire l'utilisation des réseaux sociaux avant 16 ans. Ce rejet s'explique par le souhait de la majorité travailliste des Communes d'attendre les résultats de la [consultation en cours](#).

Enfin, d'autres initiatives et publications émergent sur les usages des nouvelles technologies par les enfants et leurs conséquences. Le ministère de l'Éducation et le ministère de la Santé et des Affaires sociales ont ainsi publié le 27 mars des [recommandations](#) sur le temps passé devant les écrans pendant la petite enfance, et le type de contenus adapté pour les enfants entre 0 et 5 ans. De plus, le [Parlement britannique a lancé une enquête](#) sur l'impact de l'exposition des technologies numériques sur les enfants.

Le ministère britannique des entreprises et du commerce a publié un plan d'action pour faciliter l'accès des PME aux marchés publics

Le *Department of Business and Trade* (DBT) a présenté son [plan d'action pour les petites et moyennes entreprises](#) pour la période de 2025 à 2028 (*Small and medium-sized enterprise (SME) action plan 2025 – 2028*), afin de favoriser leur participation aux marchés publics. Cette publication définit les [objectifs](#) du gouvernement en matière de dépenses publiques consacrées aux PME, et contient des mesures pour accroître leur présence dans les appels publics entre avril 2025 et mars 2028. Parmi elles, on retrouve des dispositions pour lutter contre les retards de paiement – dans la continuité du « Small Business Plan » de juillet 2025 – mais aussi le lancement d'un nouveau service « *Business Growth Service* », pour délivrer des conseils et un accompagnement aux entreprises répondant aux marchés publics, ainsi que des [plans d'action ministériels](#) pour maximiser leurs dépenses consacrées aux PME et startups. L'ambition fixée par le gouvernement est d'atteindre une dépense publique annuelle de 7,4Md£ à destination des PME jusqu'en 2028, et mentionne des règles encore plus strictes pour des [secteurs importants pour la sécurité économique](#) du Royaume-Uni, notamment l'acier.

Le Royaume-Uni reporte son projet de réglementation sur l'IA et les droits d'auteurs

Dans le cadre de la consultation en cours sur l'IA et les droits d'auteurs, [le gouvernement est revenu sur sa proposition](#) très favorable aux entreprises technologiques, sous la pression des industries créatives. Cette proposition aurait permis aux entreprises d'IA d'utiliser des œuvres protégées sans accord préalable des artistes, en demandant aux artistes de signaler aux entreprises d'IA les œuvres qu'elles ne doivent pas utiliser (système dit « d'opt-out »). Cette disposition a suscité une vive opposition des éditeurs, musiciens et studios, qui exigent des licences obligatoires et rémunératrices, et qui dénoncent un risque de déséquilibre économique et de contournement de leurs droits. Face à cette opposition, le gouvernement indique dans un [rapport](#) publié le 18 mars, qu'il n'a finalement plus d'option privilégiée pour réguler l'usage des œuvres soumises au droit d'auteur dans le cadre de l'entraînement des modèles d'IA, et souhaite donc poursuivre les consultations. Il exclut également d'inclure ce projet dans le discours du roi prévu en mai (annonçant les projets de loi qui seront présentés au Parlement au cours de la législature annuelle).

Le gouvernement a donc défini de nouveaux axes de travail portant sur les répliques numériques, les contenus générés par l'IA, les outils techniques et la transparence, ainsi que la protection des créateurs indépendants, dans l'objectif d'établir un système transparent de données d'entrée, permettant aux créateurs de savoir si leurs œuvres font l'objet d'une utilisation abusive. De plus, le rapport indique que les œuvres entièrement générées par ordinateur ne seront pas protégées par le droit d'auteur. Le secteur des industries culturelles et créatives a salué ce revirement du gouvernement travailliste.

Par ailleurs, le comité de la communication et du numérique de la Chambre des Lords a publié le 6 mars dernier un [rapport sur l'IA et le droit d'auteur](#), qui insiste sur les dangers que représente l'IA générative pour les industries créatives, et qui fait le constat d'une absence de droit solide ou de protection spécifique pour l'usage numérique au R-U. Le comité formule plusieurs recommandations, telles que l'obligation de transparence pour les données d'entraînement de l'IA, et la création de licences équitables et inclusives.

Le gouvernement lance une consultation sur la création d'un système d'identité numérique au Royaume-Uni

Suite à une vive opposition citoyenne et de nombreux revirements politiques, le gouvernement britannique a décidé de changer d'approche en [lançant le 10 mars 2026 une consultation](#) sur la création de technologies d'identité numérique au Royaume-Uni. Cet outil permettrait notamment de vérifier le droit de travailler au R-U et de faciliter l'accès des citoyens britanniques aux services publics. La consultation vise à recueillir l'avis des citoyens sur le fonctionnement potentiel ce dispositif, et la manière dont cet outil pourrait améliorer leur quotidien et faciliter les démarches administratives (accès aux systèmes de garde d'enfants, paiement des impôts, etc.). Les entreprises, syndicats et organisations de la société civile sont donc invités à [répondre à cette consultation](#) jusqu'au 5 mai 2026, avant que le gouvernement ne lance une phase de délibérations citoyennes jusqu'au 21 juin, en conviant 100 à 120 citoyens tirés au sort pour échanger sur ce projet. Les avis exprimés au cours de ces deux phases seront pris en compte par le gouvernement afin de définir les prochaines étapes du système d'identité numérique au R-U.

En parallèle de cette consultation, le [Parlement britannique a publié le 23 mars un rapport sur l'identité numérique au Royaume-Uni](#), qui explique le fonctionnement de ces technologies, et expose les débats qui entourent la création d'un tel dispositif.

Ce projet [divise fortement les citoyens britanniques](#). Les craintes des opposants touchent principalement aux enjeux de sécurité, d'atteinte à la vie privée, de protection des droits, d'exclusion, ou d'impact sur ce marché, actuellement en cours de développement.

Le gouvernement dresse un bilan de son plan pour l'inclusion numérique

Un an après le lancement du Plan d'action pour l'inclusion numérique en février 2025, le *Digital Inclusion Action Plan*, le gouvernement britannique [dresse un bilan](#) des actions engagées. D'après le [communiqué de presse](#) du Ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT), ce programme a déjà permis de former plus d'un million de personnes et de distribuer plus de 22 000 appareils numériques recyclés par 42 organisations donatrices, grâce aux 80 programmes locaux en Angleterre, soutenus par un fond gouvernemental de 11,9M£. Dans le cadre de cet objectif d'inclusion numérique, le DSIT compte à présent reprendre en main l'enquête nationale sur les compétences numériques (*Essential Digital Skills Framework*) auparavant réalisée par *Lloyd Banking group*, afin de s'assurer qu'elle reflète les besoins actuels de compétences, notamment en matière d'IA et de sécurité en ligne.

Données et intelligence artificielle

Le Royaume-Uni finance un supercalculateur dédié à la fusion

Le gouvernement britannique [investit 45M£ dans un supercalculateur d'1,4MW destiné à faire progresser l'énergie de fusion](#), baptisé « *Sunrise* ». Il s'agit d'une étape importante pour la constitution de la première « zone de croissance de l'IA » (*AI Growth Zone*) à Culham, sur le campus de l'Autorité britannique de l'énergie atomique (UK Atomic Energy Authority - UKAEA). Ce projet avait été annoncé dans la stratégie de fusion, et devrait être opérationnel en juin 2026. Le ministère chargé de la sécurité énergétique et de la neutralité carbone (DESNZ), le ministère de la science, de l'innovation, et de la technologie (DSIT), la UKAEA, l'université de Cambridge ainsi que les entreprises *Dell* et *Intel* prennent part à ce projet. Il fournira jusqu'à 6,76 exaflops de modélisation accélérée par l'IA, permettant des simulations haute-fidélités et la création de jumeaux numériques pour des systèmes complexes, en réponse à l'objectif de multiplier les capacités de calcul au R-U défini dans l'*AI Opportunities Action Plan* de janvier 2025.

L'Écosse a publié une nouvelle stratégie IA pour la période 2026-2031

Cinq ans après la publication de la première *Scottish AI Strategy*, le gouvernement écossais vient de [publier une nouvelle stratégie](#), couvrant la période de 2026 à 2031. Cette nouvelle stratégie quinquennale détaille les objectifs prioritaires du gouvernement pour soutenir le développement de l'écosystème IA écossais, centré sur (i) les compétences ; (ii) les données et la régulation ; (iii) les infrastructures ; et (iv) le soutien aux entreprises et à l'innovation. Elle présente par ailleurs les [10 actions concrètes](#) que le gouvernement s'engage à réaliser d'ici mars 2027, telles que la nomination de « champions de l'IA » dans les secteurs et régions prioritaires, le lancement d'une consultation pour recueillir les préoccupations des citoyens et ainsi élaborer des solutions pour renforcer la confiance dans l'IA, et le déploiement d'un programme national d'adoption de l'IA, pour améliorer la productivité et la compétitivité des PME. De plus, la stratégie prévoit de créer un comité sur l'impact de l'IA sur le travail, des initiatives pour soutenir et financer les startups d'IA écossaises, un programme d'application des technologies d'IA locales aux services publics, et le lancement d'un projet pilote permettant aux organisations d'accéder à des jeux de données publics fiables. Cette stratégie sera mise en œuvre par l'entité "*AI Scotland*", regroupant autour du gouvernement écossais un ensemble de partenaires et acteurs de l'écosystème IA d'Écosse (The Data Lab, ScotlandIS, Enterprise agencies).

Le Royaume-Uni crée un nouveau laboratoire de recherche fondamentale en intelligence artificielle

Le 4 mars 2026, le gouvernement britannique a annoncé la [création du *Fundamental AI Research Lab*](#), un laboratoire de recherche fondamentale en IA, soutenu par *UK Research and Innovation (UKRI)*, l'agence de recherche britannique. Le laboratoire sera doté d'un financement public de 40 M£ sur six ans et soutiendra des projets de recherche « high risk / high reward » visant à résoudre les limites structurelles actuelles des systèmes d'IA (hallucinations, manque de fiabilité, raisonnement opaque, mémoire limitée). Le *Fundamental AI Research Lab* a également vocation à développer de nouvelles approches en IA, au-delà de l'accroissement de la taille des modèles ou des volumes de données. Les candidatures pour devenir développeurs en IA au sein du *Fundamental AI Research Lab* seront évaluées par un jury présidé par Raia Hadsell, travaillant chez *Google DeepMind*, et Ambassadeur pour l'IA auprès du ministère de la science, de l'innovation et de la technologie (DSIT).

Cybersécurité

Le gouvernement britannique poursuit ses efforts pour améliorer la réponse aux incidents cyber touchant l'administration

Selon un communiqué de presse du ministère de la science, de l'innovation et de la technologie (DSIT), le service de surveillance des vulnérabilités cyber créé en janvier 2025 aurait permis de fortement accélérer les réponses aux incidents de sécurité des sites internet du secteur public (failles de sécurité corrigées 6 fois plus rapidement – de 50 jours à 8 en moyenne). Le DSIT entend toutefois poursuivre ses efforts dans ce domaine en se [dotant d'une équipe cyber professionnalisée, appelée 'Cyber Profession'](#), qui permettra de recruter et former les meilleurs experts en cybersécurité pour assurer la sécurité des services publics. Cette nouvelle structure gouvernementale mettra en place un centre dédié au recrutement dans le domaine de la cybersécurité, et proposera une offre attractive aux experts cyber, intégrant des parcours de carrière clairs. La région du Nord-Ouest de l'Angleterre accueillera cette nouvelle entité, s'appuyant sur l'écosystème numérique en pleine expansion de Manchester et sur le futur « Campus numérique du gouvernement ».

Ces annonces ont été effectuées en parallèle de la discussion parlementaire sur le projet de loi sur la cybersécurité (*Cyber Security & Resilience Bill*), qui ne comprend aucune mesure sur le secteur public, qui est exclu du champ d'application du texte.

Spatial

Les annonces du gouvernement britannique à l'occasion du salon spatial

Le salon spatial britannique (Space Comm Expo), s'est tenu à Londres les 4 et 5 mars 2026. À cette occasion, le [gouvernement travailliste a effectué plusieurs annonces](#) visant à renforcer son soutien à l'écosystème spatial britannique. La ministre de l'espace Liz Lloyd a annoncé une enveloppe de financement supplémentaire de 500M£ d'ici 2030 pour le spatial, en plus des 2,8Mds£ déjà promis pour cette même échéance.

La [ministre a également affirmé](#) que le **Royaume-Uni concentrerait à présent ses efforts sur 4 activités spatiales prioritaires** : les communications par satellite ; les services, l'assemblage et la fabrication en orbite ; la connaissance de l'environnement spatial (*space domain awareness*) ; ainsi que les lancements, afin de garantir au R-U un accès souverain à l'espace.

Dans ce cadre, le gouvernement a alloué un [financement public supplémentaire de 30M£](#) pour le **développement de technologies de communication par satellites**, dans le cadre du programme 'Connectivity in Low Earth Orbit' de la UK Space Agency (UKSA). De plus, trois études de faisabilité sur la **fabrication en orbite** ont obtenu des financements, dont une destinée à *BioOrbit*, une start-up pionnière à l'origine d'un système de fabrication en orbite permettant de cristalliser des médicaments biologiques destinés au traitement du cancer. [Cette étude](#), financée dans le cadre du programme « Unlocking Space » de l'Agence spatiale britannique, fera l'objet d'une [collaboration](#) entre l'Agence de régulation des médicaments (MHRA), la UKSA et *BioOrbit* afin de clarifier le cadre réglementaire applicable à la fabrication de produits pharmaceutiques en orbite. Par ailleurs, dans le **segment des lancements**, le gouvernement a pour la première fois annoncé publiquement son soutien à la base de lancement écossaise (port spatial de SaxaVord).

Enfin, la [ministre a insisté](#) sur la nouvelle approche du gouvernement dans le secteur spatial, la *'One government approach'*, consistant à renforcer les synergies entre la UKSA fusionnée au sein du ministère de la science, de l'innovation et de la technologie (DSIT), et le ministère de la défense (MoD). Par ailleurs, un « Plan Spatial » devrait être publié dans les prochains mois, faisant suite à la fusion de la UKSA au sein du DSIT.

L'agence spatiale britannique signe un accord avec l'Ukraine pour renforcer la coopération spatiale civile

Un [accord a été conclu entre la UK Space Agency \(UKSA\) et l'Agence spatiale d'État ukrainienne \(SSAU\)](#), afin de lancer de nouvelles coopérations spatiales civiles et commerciales entre les deux pays, dans le cadre du « Partenariat centenaire Royaume-Uni-Ukraine » conclu en janvier 2025. Ce nouvel accord témoigne d'un engagement commun en faveur de l'utilisation pacifique de l'espace, de la coopération internationale et du développement de technologies spatiales apportant des opportunités économiques. De nouvelles rencontres sont prévues entre la UKSA et la SSAU afin d'étudier d'autres domaines de collaboration potentiels.

De plus, la UKSA versera également une contribution de 100 000 euros pour soutenir un programme d'activités conjointes entre l'Agence spatiale européenne (ESA) et la SSAU, afin de renforcer le secteur spatial ukrainien. La première initiative est un projet intitulé « Services de surveillance agricole et écologique pour l'Ukraine et la région de la mer Noire (SEN4STATUkr) », visant à améliorer les pratiques actuelles en matière de statistiques agricoles à l'aide de données d'observation de la Terre.

Nouvelles technologies

L'université de Cambridge lance un partenariat avec l'entreprise quantique américaine IonQ

[L'université de Cambridge a signé un partenariat avec l'entreprise de technologie quantique américaine IonQ](#), entreprise américaine ayant récemment racheté la spin-out britannique *Oxford Ionics*. L'université de Cambridge devrait ainsi accueillir l'ordinateur quantique le plus puissant du Royaume-Uni (ordinateur doté de 256-qubits), au sein du *IonQ Quantum Innovation Centre*, créé dans le cadre de ce partenariat. Ce centre accueillera des activités de recherche dans les champs de l'informatique quantique, des réseaux quantiques, de la détection quantique et de la sécurité quantique, avec des applications possibles notamment en matière de réseaux de communication ultrasécurisés, de capteurs quantiques, ou de nouveaux médicaments. L'ordinateur quantique sera géré par Cambridge Enterprise, filiale dédiée à l'innovation de l'Université de Cambridge. La conclusion de ce partenariat intervient en parallèle de l'annonce d'un soutien public supplémentaire de 2Mds£ pour les 4 prochaines années à la stratégie quantique nationale, dont 1Md dédié à l'achat d'ordinateurs quantiques.

Le Quantum Development Group s'est réuni à Londres

Une [réunion du Quantum Development Group \(QDG\)](#), l'initiative américaine visant à sécuriser les chaînes d'approvisionnement du secteur quantique, s'est tenue à Londres les 31 mars et 1^{er} avril. Ce groupe associant les Etats-Unis, l'Australie, des Etats européens (Danemark, Finlande, France et Allemagne), ainsi que le Japon, la République de Corée et le Royaume-Uni, a pour objectif de créer un espace de dialogue pour renforcer la résilience et la fiabilité des chaînes de valeur, favoriser la collaboration entre les différents écosystèmes d'innovation, et créer les conditions pour l'établissement d'environnements compétitifs pour les développements quantiques.

Cette session au Royaume-Uni a permis aux Etats d'échanger sur les risques potentiels des technologies quantiques, et sur les enjeux liés aux investissements et à la normalisation de cette filière. Cette réunion du QDG intervient dans un contexte de suspension de l'accord américano-britannique sur la tech (*US-UK Tech Prosperity Deal*), qui comprenait une verticale sur le quantique, et d'annonces de nouveaux financements publics britanniques pour soutenir cette filière au R-U.

Ecosystème tech

[Open-AI renforce sa présence au Royaume-Uni et prévoit d'établir à Londres son prochain grand pôle de recherche](#)

Le géant américain de l'IA *Open-AI* a annoncé son [intention de faire de Londres son plus grand pôle de recherche en dehors de sa ville d'origine](#), San Francisco. L'entreprise a pour ambition de recruter de nombreux talents et chercheurs formés au sein des universités britanniques, sans toutefois communiquer d'informations précises sur le nombre de recrutements à venir dans le cadre de cette expansion. La ministre de la science, de l'innovation et de la technologie Liz Kendall a salué cette annonce, qui témoigne de la confiance de l'entreprise américaine envers l'écosystème de recherche en IA du R-U.

Cette expansion fait suite à l'ouverture de son premier bureau international à Londres en 2023, qui a donné lieu à de nombreuses collaborations avec l'écosystème tech britannique, telles qu'un programme d'accélération en partenariat avec *Booking.com*, et la signature d'un MoU avec le gouvernement britannique pour le déploiement de l'IA dans les services publics. Toutefois, cet accord n'aurait donné lieu à ce jour à aucun essai concret, selon une demande d'accès à l'information (*Freedom of Information request*) réalisée par le cabinet de conseil *Valliance*.

[Les licornes britanniques Wayve et Nscale ont réalisé des levées de fonds records](#)

Nscale, l'entreprise de cloud spécialisée dans les centres de données dédiés à l'IA [a réalisé sa levée de fonds de série C](#), levant ainsi 2 Mds\$ d'investissements. Ce tour de table a été mené par le groupe industriel norvégien Aker ASA, et la société new-yorkaise 8090 Industries, avec le soutien de *Nvidia*, *Dell Technologies*, *Lenovo*, *Citadel*, *Jane Street*, *Nokia* et *Point72*. *Nscale* a déclaré que ces fonds seraient consacrés à l'expansion de sa plateforme d'infrastructure d'IA en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. Fondée en 2023, *Nscale* a connu une croissance fulgurante, atteignant une valorisation de 14,6 Mds\$ moins de 3 ans après sa création, notamment grâce au soutien financier et stratégique de *Nvidia* et *Open-AI*.

Wayve, la société de conduite autonome alimentée par l'IA, a [levé 1,2Mds\\$ dans le cadre de sa levée de fonds de série D](#), auprès d'investisseurs tels que *Microsoft*, *Nvidia* et *Uber*. Cette annonce précède la mise à disposition de robotaxis dans le cadre d'essais commerciaux menés avec Uber en 2026, ainsi que le lancement de véhicules de transport de passagers équipés du système de conduite autonome de *Wayve*, à partir de 2027. En parallèle, sur ce marché des robots taxi, *Waymo (Google)* réalise actuellement ses tests et sa cartographie de la ville de Londres dans l'objectif de lancer ses premiers services d'ici la fin d'année 2026.

Palantir a signé un contrat avec l'autorité de régulation financière britannique

La société américaine [*Palantir a signé un contrat avec la Financial Conduct Authority*](#) (FCA), l'autorité de régulation financière britannique, dans le cadre d'une initiative visant à lutter contre la fraude grâce à l'IA. *Palantir* aura accès à des données financières sensibles du Royaume-Uni pour mieux détecter les fraudes et lutter contre la criminalité financière, le blanchiment d'argent et les délits d'initiés. Ce [nouveau contrat](#) fait suite à ceux signés avec le NHS et le MoD, et suscite des inquiétudes, dans un contexte où *Palantir* détient plus de 500M£ de contrats avec le secteur public britannique – celui contracté avec la FCA représentant 300 000£ par semaine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jade Champetier (Attachée numérique), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr